

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Risques accidentels
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le **4 AVR. 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



DYNAPLAST

Rue Just Meissonnasse - 89600 SAINT FLORENTIN

Références : **2 2 0 2 4 6**

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2022 dans l'établissement DYNAPLAST implanté Rue Just Meissonnasse 89600 SAINT FLORENTIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'Inspection avait pour but de vérifier le respect de l'arrêté de mise en demeure du 24 décembre 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DYNAPLAST
- Rue Just Meissonnasse 89600 SAINT FLORENTIN
- Code AIOT dans GUN : 0005401781
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non

La société Dynaplast, filiale du groupe Guillin, est une installation de thermoformage et d'extrusion de matières plastiques. L'activité regroupe trois métiers sur le site :

- l'extrusion de la matière plastique (sous forme de granulés) pour la fabrication de bobines pour usage interne ou vente à des clients ;
- le thermoformage pour la fabrication de barquettes pour emballage alimentaire ;
- la logistique pour la livraison des clients.

Elle emploie environ 220 salariés à Saint Florentin.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déchets
- Risque incendie
- Rejets chroniques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Mesures périodiques	Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 9.2.7.1	/	Lettre de suite préfectorale
Déchets	Code de l'environnement du 17/12/2010, article R 541-4	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 24/12/2019, article 1	/	
Propreté	Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 2.3.1	/	
Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration	Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 4.3.9	/	
Installations électriques – mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 7.3.3	/	
Moyens de détection et de secours	Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 7.7.4	/	
Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 7.7.6.2	/	
Analyse et transmission des résultats d'auto surveillance des déchets	Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 9.2.5.1	/	
Aménagement et organisation du stockage	Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 10.1.1.3	/	
Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	
Pertes de confinement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	
Suivi des déchets non dangereux	Code de l'environnement du 19/07/2021, article D 543-284	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 24 décembre 2019 sont respectées, il est donc levé de fait.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/12/2019, article 1

Prescription contrôlée :

La société DYNAPLAST exploitant une installation de thermoformage et d'extrusion de matières plastique, situé rue Just Meisonasse, sur le territoire de la commune de SAINT-FLORENTIN, est mise en demeure de respecter :

- * au plus tard un mois après notification du présent arrêté, les dispositions prévues au chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2007 susvisé ;
- * au plus tard trois mois après la notification du présent arrêté, la transmission d'une étude des flux thermiques concernant le volume de stockage des big-bags en extérieur,
- * au plus tard trois mois après notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé ;
- * au plus tard six mois après notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé ;

Constats : Inspection 2019 :

Lors de la visite du site, il a été constaté un stock important de matières premières conditionnées dans des big-bags dans la zone située à proximité des silos de stockage de matières premières (figure 4) et également non loin des bennes de déchets. La première zone se trouve à proximité immédiate des limites de propriétés du site et de la rue Claude Simonot. Ce stockage n'est pas prévu dans le dossier de demande d'autorisation et n'a pas fait l'objet d'une étude des risques. Par ailleurs, il constitue une capacité supplémentaire au stockage autorisé pour la rubrique 2662 (Polymères – stockage de matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines, et adhésifs synthétiques). L'exploitant indique que ce stock (qui constitue une réserve) est lié à la baisse en demande de l'utilisation de matières premières contenant une part recyclée.

Non-conformité majeure n° 2 :

Le stockage important de broyés conditionnés dans des big-bags sur différentes zones dont une à proximité des limites de propriété du site n'est pas conforme au dossier de demande d'autorisation.

Il est demandé à l'exploitant, soit d'évacuer les zones concernées et de se mettre en conformité par rapport à son arrêté préfectoral, soit de régulariser sa situation en déposant un dossier à la préfecture.

L'exploitant a déposé un PAC (incluant l'analyse du risque foudre et l'étude technique foudre) qui a été acté par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 octobre 2020. Les vérifications relatives à la foudre sont abordées plus bas (Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19).

Point soldé

Observation : la prise en compte du décret post Lubrizol du 24 septembre 2020 sera à vérifier en détail lors d'une prochaine inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 2.3.1
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Inspection 2019 : Lors de la visite du site, il a été constaté que le sol au niveau de la zone des silos dédiés au stockage de chute de fabrication broyés, était recouvert de chutes de broyés. Observation n° 8 : Il est demandé à l'exploitant de maintenir son site propre. L'exploitant indique que depuis 2019, il a mis en place un programme au niveau du groupe « Clean Sweep » sur les pertes de granulés avec un objectif d'aucune perte de granulés. Un audit a eu lieu en décembre 2021, le rapport est en cours de rédaction avec un plan d'action formalisé et suivi. L'inspection a constaté que le sol au niveau de la zone des silos dédiés au stockage de chute de fabrication broyés, était propre.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission des eaux résiduelles après épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 4.3.9
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet de ses effluents dans le milieu récepteur considéré, et après leur épuration éventuelle, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies. Eaux pluviales propres : Paramètre — Concentration instantanée (mg/l) MES 35 mg/l DCO 50 mg/l Hydrocarbures totaux 5 mg/l Eaux pluviales et eaux d'extinction d'incendie : Paramètre — Concentration instantanée (mg/l) MES 35 mg/l DCO 125 mg/l Hydrocarbures totaux 5 mg/l
Constats : Inspection 2019 : L'exploitant a présenté le rapport d'analyse des eaux pluviales réalisé par la société VEOLIA en date du 19/11/2018. Ce rapport n'appelle pas de commentaire de l'inspection. Concernant les eaux usées sanitaires, l'exploitant a indiqué qu'elles sont connectées au réseau communal. L'autorisation de raccordement au réseau communal n'a pu être présentée. Observation n° 5 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection l'autorisation de raccordement au réseau communal. L'exploitant indique avoir échangé avec la commune de Saint Florentin qui étudie la mise en place d'un schéma directeur pour l'eau et l'assainissement, préalable à cette autorisation de raccordement. L'exploitant indique avoir échangé avec VEOLIA qui indique qu'une autorisation ne posera pas de problème, le site ne générant que des eaux domestiques. L'exploitant reprendra ces contacts en 2022 en vue d'obtenir l'autorisation de raccordement. Observation : L'existence d'une autorisation de raccordement au réseau communal sera contrôlée lors de la prochaine inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Installations électriques – mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 7.3.3

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices (armatures béton armé, parties métalliques) sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles suivant les règles de l'art.

Les prises de terre des équipements électriques, des masses métalliques et des installations extérieures de protection contre la foudre doivent être interconnectées et conformes aux règlements en vigueur.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats : Inspection 2019 :

L'exploitant a présenté le rapport des vérifications électriques réalisées par la société APAVE en mai 2019. Le rapport relève 134 observations dont 116 récurrentes. Le rapport de l'année 2018, réalisé par la société APAVE relevait également 185 observations dont plusieurs récurrentes. L'exploitant indique que de par l'historique du site, le régime électrique des installations est le régime IT, régime peu conventionnel par rapport au régime TN. Cela explique le nombre important d'observations récurrentes, car la levée de ces observations nécessite le remplacement de plusieurs machines.

L'exploitant a également présenté le certificat Q18 (société APAVE, mai 2019), qui conclut en la possibilité de risques d'incendie ou d'explosion. Par ailleurs, il a également été présenté le rapport de contrôle thermographique (contrôle non réglementaire) réalisé par la société dBVib consulting du 06/06/2019.

Non-conformité n° 3 :

Le rapport de vérifications électriques relève plusieurs observations dont plus de la moitié sont récurrentes.

Il est demandé à l'exploitant d'assurer une traçabilité de la gestion de ses plans d'actions afin de lever les non-conformités relevées lors des contrôles périodiques. Concernant les observations récurrentes difficiles à lever, l'exploitant mettra en place un suivi documentaire (par exemple la liste des équipements concernés, leur date d'installation, les dangers potentiels, la maintenance effectuée, etc) permettant de justifier l'absence d'actions correctives immédiates en lien avec les non-conformités.

L'exploitant indique que de 2019 à 2020, le nombre de non-conformités a baissé de 134 à 23 soit - 83 %. Le nombre de non-conformités récurrentes a baissé de 116 à 13 soit - 89 %.

Les 12 restantes à ce jour font l'objet de contrôles réguliers : la plupart sont dues au fait que le site est en « régime IT » (ils privilégient la continuité d'activité avec alerte) et non en « régime TN » (qui privilégie la sécurité donc fait plus disjoncter).

Les nouvelles observations sont traitées au fil de l'eau par la maintenance. Au 31/12/21, 13 sont déjà soldées sur 33 observations (dont les 12 récurrentes).

L'exploitant dispose d'un tableau de suivi des observations récurrentes avec un code couleur. Certains travaux ne peuvent être faits que le 24 décembre, seul jour d'arrêt de l'extrusion.

Point soldé

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Moyens de détection et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 7.7.4
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques encourus, conformes aux normes ou règlements en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger et, au minimum, les moyens définis ci-après : Moyens de détection : <ul style="list-style-type: none">- Le site est équipé d'un système d'alerte incendie avec alarmes sonores et lumineuses. Sa gestion est centralisée et permet de situer le lieu de départ du sinistre.- Le site est équipé d'un système anti-intrusion avec gestion centralisée des accès. Moyens en personnel : <p>L'exploitant doit disposer de personnels en nombre suffisant pour mettre en œuvre les moyens de lutte incendie et secours.</p> <p>Le personnel doit être formé à leur utilisation.</p> <p>L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p> Moyens de lutte incendie et de secours : <p>L'établissement dispose :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un système de protection par sprinklage qui dessert l'ensemble des bâtiments de fabrication et de stockage et d'une réserve d'eau associée de 880 m³,- d'extincteurs adaptés aux installations et aux risques à combattre, judicieusement répartis sur l'installation, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles,- d'un réseau de robinets incendie armé qui dessert l'ensemble des bâtiments. Ils sont implantés à proximité des issues et sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel.
Constats : Inspection 2019 : <p>Lors de la visite du site, il a été constaté une borne de RIA inaccessible.</p> <p>L'inspection a constaté que le RIA inaccessible en 2019 était accessible.</p> <p>Un autre était peu accessible du fait de palettes ne laissant qu'environ, 1 m pour y accéder, l'exploitant s'est engagé à décaler les palettes pour laisser au moins 1,5 m.</p> <p>L'inspection a constaté la présence des moyens incendie prescrits qui n'appellent pas de remarques</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 7.7.6.2
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit, pour ses installations, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en œuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.</p>
Constats : L'exploitant a présenté son plan d'intervention, qui a été transmis au SDIS et n'appelle pas de remarques de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Analyse et transmission des résultats d'auto-surveillance des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 9.2.5.1
Prescription contrôlée : Les analyses et tests de caractérisation des déchets dangereux sont renouvelés annuellement.
Constats : Inspection 2019 : Non-conformité n° 2 : A posteriori de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'a pas réalisé sa déclaration en ligne GERP pour l'année 2018. L'exploitant indique que le problème de déclaration GERP pour 2018 était dû à l'absence longue durée d'une personne qui était le seul mail entré dans GERP. Plusieurs mails de contact ont été rentrés depuis. La déclaration GERP de 2021 (au titre de 2020) a bien été transmise.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 9.2.71

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les cinq ans, une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations, à l'emplacement visé à l'article 6.2.2. Les résultats des contrôles ci-dessus sont conservés de façon à toujours avoir au moins les comptes-rendus des trois derniers contrôles.

Constats : Inspection 2019 :

Lors de la précédente inspection, une mesure d'émission sonore avait été réalisée en août 2012, mais l'exploitant ne disposait pas encore des résultats. Dans son courrier de réponse du 25 octobre 2012, l'exploitant a transmis les résultats des mesures d'émission sonore qui présentaient des non-conformités en limite de propriété en période diurne et nocturne. L'exploitant a identifié les causes de la non-conformité des émissions sonores. Un nouveau contrôle acoustique devait être réalisé après la mise en place de mesures correctives.

Le jour de la visite 2019, l'exploitant a présenté le rapport de mesure des niveaux sonores réalisé par la société SPECTRA en date du 2 juillet 2019. Ce rapport relève deux non-conformités en limite de propriété en période diurne : 56,5 dBA et nocturne : 55,5 dBA. Les valeurs limites conformes étant respectivement pour les périodes diurne et nocturne 55 dBA et 52 dBA. L'exploitant a identifié les causes de cette non-conformité et prévoit des travaux, notamment la construction d'un mur à l'horizon 2020 dans la zone concernée par les bruits. Par ailleurs, il n'a été réalisé que les mesures en limite de propriété et pas l'émergence.

Non-conformité n° 1 :

Le rapport de mesures des niveaux sonores relève des non-conformités en limite de propriété en périodes diurne et nocturne. De plus, la mesure de l'émergence n'a pas été réalisée.

Observation n° 3 :

Il est demandé à l'exploitant de se repositionner sur les points de mesure de son site (suite aux travaux réalisés) et de transmettre à l'inspection les mesures des niveaux sonores suite à la réalisation des actions correctives prévues à l'horizon 2020.

L'exploitant a depuis fait réaliser une étude acoustique de modélisation en état futur par Spectra le 30 avril 2021 qui prévoit une forte réduction en limite de propriété afin que les émissions sonores soient conformes (<30dB) avec une émergence modélisée inférieure à 3 dB. Il est prévu un encoffrement des silos (qui génèrent du bruit car ils fonctionnent à air pulsé).

La proposition de travaux a été remise le 20 octobre 2021, elle est en cours de présentation budgétaire pour une validation par le groupe.

Observation : La réalisation de ces travaux et l'analyse des mesures de bruit qui les suivront seront contrôlés lors de la prochaine inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Aménagement et organisation du stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2007, article 10.1.1.3

Prescription contrôlée :

Les halls sont divisés en cellules de 5 000 mètres carrés au plus. Ces cellules sont isolées par des murs coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins un mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement. Les portes séparant les cellules sont coupe-feu de degré 1 heure et sont munies de dispositifs de fermeture automatique. Dans le cas d'installations existantes, les murs précités peuvent être remplacés par des murs séparatifs ordinaires ou par des rideaux d'eau. Si l'installation est équipée d'une part d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage et d'autre part, en partie haute, d'écrans de cantonnement aménagés pour permettre un désenfumage, la surface de chaque cellule peut être augmentée.

Les écrans de cantonnement mentionnés ci-dessus sont tels que les cantons de désenfumage ont une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et une longueur maximale de 60 mètres conformément à l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les établissements recevant du public, jointe à la circulaire du 21 juin 1982 complétant la circulaire du 3 mars 1982 relative aux instructions techniques prévues dans le règlement de sécurité des établissements recevant du public.

Le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage. Des allées de circulation, d'au moins 3,2 mètres de largeur, entretenues en état de propreté, sont réservées latéralement autour de chaque flot ou rack de stockage, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

La hauteur des stockages ne doit pas excéder 10,70 mètres. D'autre part, un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme.

Le taux de remplissage de chaque cellule de stockage doit être inférieur à 70 %.

Les stockages situés à l'extérieur des locaux abritant des installations relevant des rubriques 2661, 2662 ou 2663, doivent être séparés des murs extérieurs de ces locaux par un espace libre d'au moins 5 mètres.

Constats : Inspection 2019 :

Lors de la visite du site, il a été constaté la présence de stockage de bobines à proximité immédiate d'une trappe d'amenée d'air dans le hall 7 (figure 2a). Dans le hall 11 prévu comme zone de stockage de produits finis, il a été constaté la présence d'une zone de stockage fourre-tout.

Non-conformité n° 4 :

Certains moyens de défense incendie sont inaccessibles en lien avec le stockage.

Il est demandé à l'exploitant de respecter la conformité de ses zones de stockage et de maintenir accessibles ses moyens de défense incendie.

L'exploitant indique avoir fait un rappel au chef de service, des tours de sécurité sont réalisés toutes les semaines lors des essais sprinkler, mais sans formalisation.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19

Prescription contrôlée :

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Constats : Inspection 2019 :

Lors de la précédente inspection, aucune analyse du risque foudre (ARF) n'avait été réalisée. Dans son courrier de réponse du 25 octobre 2012, l'exploitant avait indiqué qu'une commande avait été réalisée le 27/09/2012 et l'analyse du risque foudre, programmée pour octobre 2012.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté l'ARF réalisé par la société APAVE datant d'octobre 2012. L'exploitant a également présenté le rapport de vérification complète réalisée par la société APAVE en juin 2019. Ce rapport mentionne l'absence de l'étude technique foudre (ETF) et fait uniquement mention du bon état de l'installation. Le rapport relève également 4 non-conformités dont une récurrente.

Non-conformité majeure n° 1 :

L'exploitant n'a pas pu présenter l'étude technique foudre de ses installations.

Observation n° 4 :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le plan d'action prévue pour lever les non-conformités mentionnées plus haut.

L'analyse du risque foudre a été réalisée en août 2019.

L'étude technique foudre a été réalisée en novembre 2019.

Les travaux ont été réalisés et ont fait l'objet d'un rapport de vérification complète réalisée par la société APAVE daté du 30 novembre 2020 sans observations. La première visite visuelle a eu lieu le 2 décembre 2021, sans observations.

L'inspection a constaté la présence de 4 dispositifs de type paratonnerre ou parafoudre.

Point soldé

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Pertes de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25

Prescription contrôlée :

I.-Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

— dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des fûts ;

— dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;

— dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II.-La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) associé (s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

III.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés dont la température d'ébullition à pression atmosphérique est supérieure à 0° C) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables aux installations relevant des rubriques 1435 et 2510 qui font déjà l'objet de dispositions spécifiques.

IV.-Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Constats : Inspection 2019 :

Lors de la visite, il a été constaté des bidons de produits stockés en extérieur, sur une rétention qui ne disposait pas d'un volume suffisant car remplie d'eau de pluie.

Observation n° 11 :

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que ses rétentions sont fonctionnelles.

L'inspection a constaté que l'exploitant a couvert par des bâches les rétentions extérieures, ce qui limite les quantités d'eau de pluie entrantes dans les rétentions. Un peu d'eau passe quand même en fond de rétention mais sans remettre en cause la capacité de rétention. L'exploitant a acté un projet de mise en place d'un auvent pour ces fûts pour le T2 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/12/2010, article R 541-4

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent sans préjudice des dispositions spéciales concernant notamment les installations classées pour la protection de l'environnement, les déchets radioactifs, les eaux usées dans la mesure où elles sont acheminées sans rupture de charge de l'installation génératrice vers l'installation de traitement ou le milieu récepteur, les cadavres d'animaux, les épaves d'aéronefs, les épaves maritimes, les immersions ainsi que les rejets provenant des navires. Elles ne font pas échec à la responsabilité que toute personne encourt en raison des dommages causés à autrui, notamment du fait de la gestion des déchets qu'elle a détenus ou transportés ou provenant de produits qu'elle a fabriqués.

Constats : Inspection 2019 :

Non-conformité n° 5 :

L'exploitant n'a pas pu présenter de registre des déchets.

L'exploitant a présenté le bilan des déchets de son site (à fin décembre 2018) pour un total de 962 t, constitué de :

- déchets non dangereux (DND) recyclables : 194, 2 t ;
- DND non recyclables : 738 t ;
- déchets dangereux : 29,9 t.

L'ensemble des DND non recyclables est envoyé en enfouissement, les déchets dangereux ont principalement une valorisation énergétique.

Observation n° 9 :

Au vu des déchets générés sur le site et déclarés par l'exploitant, la part des DND non recyclables est constituée pour grande partie par les purges d'extrusion (morceaux de plastique solides). Ces matières ne sont pas ré-utilisées sur le site, car elles nécessitent de disposer d'un broyeur puissant. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la recherche d'un exutoire final autre que l'enfouissement, ces matières étant probablement recyclables ou valorisables énergétiquement.

Le service achat en charge du traitement des déchets (les déchets en question, issus de changements de procédés, ne sont pas recyclables) cherche toujours une filière pérenne.

L'exploitant est invité à se rapprocher de l'ADEME qui pourrait le conseiller sur un exutoire.

L'exploitant doit informer l'inspection sur le caractère valorisable ou non de ces déchets, le fait d'enfouir des déchets valorisables étant interdit.

L'exploitant a présenté son registre des déchets, géré par le service achat, qui sert de base pour la déclaration GERP. Les informations essentielles (code déchet, tonnage, traitement final...) y figurent.

Ce registre ne comporte que les déchets traités, ceux pas encore traités sont gérés à part, sur format papier, en attente du bordereau de traitement. La mise à jour se fait par comparaison en fin de mois. L'exploitant indique que ses prestataires de traitement sont réactifs pour transmettre les bordereaux.

L'inspection propose à l'exploitant de réfléchir à intégrer l'ensemble des déchets dans le même tableau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Suivi des déchets non dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/07/2021, article D 543-284

Prescription contrôlée :

Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.

Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.

Les attestations mentionnées aux deux alinéas précédents peuvent être délivrées par voie électronique.

Constats : L'exploitant a présenté ses attestation 2021 (portant sur les envois de 2020) émises par ASTRA et SUEZ, elles n'appellent pas de remarques de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite